

**RUSSES ET NON-RUSSES DANS LA DIRECTION
DES INTITUTIONS POLITIQUES ET
ECONOMIQUES EN URSS.**

Un étude des recensements, 1926-1979

René Houle

113

**RUSSES ET NON-RUSSES DANS LA DIRECTION
DES INSTITUTIONS POLITIQUES ET
ECONOMIQUES EN URSS.**

Une étude des recensements, 1926-1979

René Houle

113

Aquest treball ha estat elaborat al CED i acceptat per a la seva
publicació a "*Cahiers du monde russe*" (Paris).

Centre d'Estudis Demogràfics

1996

Résumé

La distribution du personnel de direction des institutions politiques et économiques selon la nationalité en URSS et dans ses régions est examinée dans ce texte. Grâce au dépouillement des archives à Moscou où sont conservés les recensements non publiés, il a été possible de reconstituer des séries statistiques comparables entre elles qui permettent d'éclairer le tempo et la localisation de ce personnel de direction selon les principales nationalités. On montre ainsi l'importance de la période des années 1930 pour la formation des élites soviétiques en URSS, tant russes que des nationalités. On montre également que malgré une tendance réelle à un partage égalitaire du pouvoir entre Russes et nationaux qui s'est développée entre 1926 et 1979, des écarts persistent, et ceux-ci sont d'autant plus importants que la sphère du pouvoir est élevée dans la hiérarchie.

Abstract

This text examines the distribution of political and economic institutions personnel according to the nationalities in the USSR and its regions. Using the Soviet unpublished censuses available in Moscow, it was possible to reconstitute statistical series that are comparable, thus permitting to throw more light on the tempo and localization of this personnel of direction for the main Soviet nationalities. The importance of the 1930s period for the formation soviet élites in the USSR, the Russian as well as the local ones, is shown. It is shown too that even if a real tendency to equalitary power sharing between Russians and local populations developed between 1926 and 1979, a gap persisted which is important at more higher hierarchic power levels.

Resum

En aquest document examinem la distribució del personal directiu de les institucions polítiques i econòmiques, segons la nacionalitat, a la URSS i les seves regions. Gràcies al buidatge dels arxius a Moscó, on es conserven els censos de població no publicats, ha estat possible la reconstrucció de les sèries estadístiques comparables entre sí i que al mateix temps permeten aclarir el temps i la localització de tot el personal directiu segons les principals nacionalitats. D'aquesta manera podem observar la importància del període dels anys 1930 per a la formació de les elits soviètiques a la URSS, tant ruses com d'altres nacionalitats. Igualment podem observar que malgrat la tendència a la igualtat en el poder entre Rusos i altres nacionalitats, la qual es va desenvolupar entre 1926 i 1979, encara persisteixen certes diferències i que aquestes són tant importants com més alta és l'esfera del poder dins la jerarquia.

Resumen

En este texto examinamos la distribución del personal de dirección de las instituciones políticas y económicas, según la nacionalidad en la URSS y sus regiones. Gracias a la depuración de los archivos en Moscú, donde se conservan los censos de población no publicados, ha sido posible la reconstrucción de las series estadísticas comparables entre sí y que permiten esclarecer el tiempo y la localización de todo el personal de dirección según las principales nacionalidades. De esta manera, podemos observar la importancia del período de los años 1930 para la formación de las élites soviéticas en la URSS, tanto rusas como de otras nacionalidades. Se observa igualmente que a pesar de la tendencia a la igualdad en el poder entre Rusos y otras nacionalidades, la cual se desarrolló entre 1926 y 1979, aún persisten ciertas diferencias, siendo estas tan importantes como elevada es la esfera del poder dentro de la jerarquía.

Índex (table des matières)

1. Origines et développement de la politique de <i>korenizatsija</i>	2
2. Sources et données	8
3. Russes et non-Russes	15
4. Les différences régionales	21
5. Conclusion	32
Annexe: Tableau 4	36

**RUSSES ET NON-RUSSES DANS LA DIRECTION DES
INSTITUTIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES
EN URSS.
UNE ETUDE DES RECENSEMENTS, 1926-1979**

La politique de "nativisation" des institutions politiques, sociales et économiques (ou *korenizatsija*) constitua l'une des interventions majeures du nouveau pouvoir soviétique dans les régions périphériques de l'ancien Empire. Elle fit l'objet de nombreux énoncés de politique explicites au début des années 1920. Elle se mit en place en même temps que la politique de construction nationale-étatique (la formation de républiques et autres entités géographiques autonomes) et d'un important effort de planification linguistique (à laquelle étaient généralement associées les campagnes d'alphabétisation). Ces trois éléments originaux, leur application par Staline à partir de la fin des années 1920 et les développements subséquents ont configuré les rapports entre Russes et non-Russes dans les républiques jusqu'à la dissolution de l'URSS. Je présente ici les résultats de mon travail dans les recensements soviétiques archivés à Moscou (recensements de 1939, 1959 et 1979), complétés par les résultats publiés du recensement de 1926. Il a été possible d'extraire de ces quatre sources, à partir des nomenclatures d'occupation, un ensemble cohérent de séries statistiques qui permettent de suivre l'évolution de la distribution des postes de direction des institutions politiques et économiques entre Russes et non-Russes dans les républiques sur une période d'une cinquantaine d'années et, par conséquent, de pouvoir porter un meilleur jugement d'ensemble sur les résultats et les conséquences de cette politique de *korenizatsija*.

1. Origines et développement de la politique de *korenizatsija*

L'idée de la politique de *korenizatsija* a émergé en conséquence d'une autre idée qui, elle aussi, a caractérisé de façon originale la politique soviétique des nationalités: l'autonomie régionale (*oblastnaja avtonomnija*). Cette forme d'autonomie à laquelle vont se référer Lénine et Staline à partir de 1913 s'opposait à l'autonomie nationale-culturelle ou extraterritoriale (sur base individuelle) des socialistes austro-hongrois. Dans ses premières formulations par Lénine (1913), l'idée de l'autonomie régionale reposait sur "...la modification des anciennes divisions administratives de la Russie (...) par des divisions basées sur les exigences de la vie économique et en accord, dans la mesure du possible, avec la composition nationale de la population". Ainsi, "toutes les régions du pays qui se distinguent par les particularités de leur mode de vie ou par la composition nationale de leur population doivent jouir d'un large self-government (*samoupravlenie*) et d'une autonomie de leurs institutions (...)." ¹

Entre 1913 et 1917, Lénine reprendra ce thème à plusieurs reprises pour mieux préciser sa conception de l'autonomie régionale. Dans une série de textes de nature polémique², il insiste sur l'égalité linguistique et l'importance de protéger les droits des minorités. Il s'oppose à ce que le russe devienne la langue d'État ou un sujet obligatoire dans les écoles non-russes³. Il étend également l'autonomie régionale à toutes les entités locales ou régionales (agglomérations rurales, volosti, districts, provinces, villes, banlieues), du moment qu'elles se distinguent par leurs conditions de vie ou leur composition nationale. Les écrits de Lénine annoncent la construction nationale-étatique et la planification linguistique des années 1920, mais ils restent muets sur la question pourtant tout aussi fondamentale de la "nativisation" des institutions dans les régions

¹ V. I. Lénine, "Thèses sur la question nationale" (*tezisy no natsional'nomu voprosu*), in: *O natsional'nom voprose i natsional'noj politike*, Moskva, Izdatel'stvo polititcheskoj literatury, 1989, p. 124.

² Dont les plus significatifs son "projet de loi sur l'égalité des nations et le droit des minorités nationales" (1914), "sur la question de la politique nationale" (1914) et "résolutions sur la question nationale" (1917), in: *O natsional'nom*..., op. cit..

³ Isabelle Kreindler, *The Changing Status of Russian in the Soviet Union*, *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 1982, p. 8.

périphériques⁴, et c'est chez Staline qu'il faut chercher cet intérêt particulier.

En 1920, dans "la politique du pouvoir des soviets dans la question nationale", Staline reprend cette idée d'autonomie régionale et la définit comme une alliance centre-périphérie, un ensemble de liens fédératifs sous forme de communes administratives et de républiques soviétiques autonomes dont l'objectif est de regrouper autour du centre prolétarien (la Russie centrale) des territoires périphériques. Pour consolider cette alliance, il propose de⁵:

- "Liquider l'état d'isolement et de réclusion de la périphérie", son caractère patriarcal et son inculture et créer une atmosphère de compréhension mutuelle, c'est-à-dire "s'affranchir du joug féodal-patriarcal et supprimer les privilèges dont jouissent les éléments colonisateurs";
- réaliser l'instruction générale et élever le niveau culturel (développer des écoles nationales locales, un théâtre national, etc);
- créer des élites locales, formées de gens du pays, dans les organes du pouvoir direct, les organismes du parti, les administrations, etc. pour pallier la pénurie de "forces intellectuelles d'origine locale à la périphérie".

Le dernier point constitue sans doute la première mention explicite de la politique de *korenizatsija*.. Staline ajoute qu'il s'agit de transformer ces territoires périphériques en contrée soviétique, qu'il faut les *soviétiser*, liant ainsi de façon tout aussi explicite la politique de *korenizatsija* avec la nécessité d'intégrer ces territoires dans l'orbite du pouvoir bolchévik. La *korenizatsija* prendra un caractère officiel en 1921 dans une résolution du parti adoptée au XI^{ème} Congrès, puis par l'adoption de mesures pratiques adoptées en avril 1923 par une résolution du XIII^{ème} Congrès.

⁴ Nous nous référons ici à: V. I. Lenin, *O natsional'nom...*, op. cit.

⁵ J. Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Editions sociales, 1953, p. 119-122. On trouve la version en russe dans I. Stalin, *Sotchinienija*, vol. 4, Moskva, O.G.I.Z., 1947, pp. 351-363. Dans ce texte, Staline emploie le terme *sovetizatsija* (soviétisation), p. 359.

La résolution du XXIIIème Congrès de 1923, qui définit plus précisément la politique nationale des années 1920 et 1930, énumère un certain nombre de "mesures pratiques", certaines réglant les rapports entre Moscou et les républiques, d'autres ayant pour objet les "besoins et nécessités" des peuples⁶:

- "Que les organismes des Républiques et régions nationales soient composés principalement de gens du pays, connaissant la langue, les conditions de vie, les moeurs et les coutumes des peuples respectifs";
- "que des lois spéciales soient édictées, garantissant l'usage de la langue nationale dans tous les organismes de l'État et dans toutes les institutions desservant la population locale d'autres nationalités et les minorités nationales..."

De plus, considérant la présence de nombreux Russes dans les institutions du parti qui ne sont pas familiarisés avec les coutumes, moeurs et langues des républiques et qui ne sont pas toujours attentifs à leurs besoins, le document ajoute qu'il est nécessaire de répandre le marxisme et l'idéologie du parti chez les nationalités par l'organisation de cercles marxistes composés de militants locaux, par le développement de la littérature marxiste en langue nationale, par la création de groupes d'instructeurs nationaux communistes auprès des comités centraux des partis communistes nationaux et par le renforcement du travail éducatif, en particulier auprès des jeunes et des femmes.

Cette résolution sera complétée au mois d'août de la même année lors de la IVième Conférence du Comité Central du parti qui appelle ses membres travaillant à la périphérie, en particulier ceux issus du centre, à assister les nationaux dans leur travail soviétique et communiste⁷. Le texte souligne la situation particulière de la périphérie par rapport au centre, la faiblesse de son industrie et de son intelligentsia et la nécessité

⁶ KPSS v rezoljutsiakh, Dvenadsatyj s'ezd RKP(b) (1923), tom 2, Moskva, 1971, pp. 79-88; aussi, en français, dans J. Staline, Le marxisme..., op. cit., pp. 378-390.

⁷ KPSS v rezoljutsiakh, Tchetvertoe sovechtchanie TsK RKP(b) 9-12/VI.1923, tom 2, Moskva, 1971, pp. 132-137.

d'aller à la rencontre des éléments les plus révolutionnaires ou tout simplement loyaux envers le pouvoir soviétique pour le recrutement des cadres. Les mesures citées visent, entre autres, à:

- rendre obligatoire l'apprentissage des langues locales par les "travailleurs responsables" et entraîner les populations locales dans les institutions professionnelles et coopératives;
- sélectionner et attirer les éléments plus ou moins loyaux de l'intelligentsia locale dans les institutions soviétiques;
- étendre les réseaux d'établissements scolaires de tous les niveaux en langues locales; attirer les enseignants d'origine locale plus ou moins loyaux pour le travail dans les écoles; construire des réseaux pour la diffusion de l'alphabétisation en langues locales et créer un fonds spécial auprès du Comité Central pour les besoins de l'édition dans les républiques et régions;

De l'ensemble de ces prescriptions, tâches et mesures à accomplir dans le domaine de la politique nationale, la formation d'un personnel de cadres nationaux au service du pouvoir soviétique dans toutes les régions du pays apparaît comme l'une des priorités du régime. La question du développement économique, de même que celle de la formation d'une classe ouvrière et de cadres pour l'industrie, n'apparaît pas au centre des préoccupations, sauf pour l'agriculture, ou sinon comme un objectif à plus long terme étant donné "... la faiblesse de l'industrie et l'inévitable lenteur de la croissance de celle-ci dans le futur proche". Par conséquent, les tâches du parti doivent être principalement orientées vers le "...travail idéologique et formateur des meilleurs éléments de la paysannerie, des artisans, etc."⁸.

La politique de *korenizatsija* se présente comme une politique combinant à la fois une nouvelle étape de soviétisation "par en-dessous" ("l'appareil impérialiste-communiste de Moscou entrain, sous le signe de la *korenizatsija*, dans les républiques

⁸ Ibidem, p. 133.

nationales soviétiques...⁹⁾ et un effort d'action affirmative au profit des populations locales. Avtorkhanov écrit que les intelligentsias nationales ont interprété la politique de *korenizatsija* comme un programme ou comme un pacte, alors qu'il s'agissait plutôt d'une stratégie¹⁰. Cette stratégie, pour Avtorkhanov et d'autres, consistait en ce qu'elle permettait d'élargir la base sociale et de garantir la légitimité politique du parti. Elle devait, en même temps que la NEP, réduire l'hostilité envers les communistes, apaiser les paysans et consolider le pouvoir soviétique en périphérie. Staline, d'ailleurs, n'avait-il pas employé en 1920 le terme *soviétisation* pour définir un des objectifs de la politique de *korenizatsija* ? La soviétisation passait donc par une politique d'action affirmative qui avait son équivalent en Russie même, laquelle consistait à encourager le recrutement ouvrier et des classes populaires en général, dans le parti, non seulement en tant que membres, mais aussi au niveau des échelons supérieurs du parti et du gouvernement.

La politique de *korenizatsija* ne prend pas fin avec la NEP, mais s'adapte dans les années 1930 aux nouvelles priorités du régime staliniste. A partir du Premier Plan, les efforts des stalinistes se déploient dans une direction bifurquée: il ne s'agit plus seulement d'appliquer une politique d'action affirmative auprès des nationalités, il ne s'agit plus de se contenter de modifier la base du recrutement dans les nouvelles institutions soviétiques et communistes en y faisant entrer de nouveaux groupes sociaux, mais d'accroître de façon drastique le taux de recrutement parmi ces nouveaux groupes. "La fonction de cette action affirmative, écrit S. Fitzpatrick, consistait à utiliser la mobilité sociale ascendante de la classe ouvrière pour créer une élite loyale, capable de diriger un état industriel"¹¹ Si, en Russie, la classe ouvrière profitait de cette mobilité sociale, il ne pouvait en être de même dans la majorité des républiques où cette classe ouvrière était plus modeste, et la *korenizatsija* fut utilisée comme un outil pour créer

⁹ A. Avtorkhanov, *Imperija Kremlija*, Vil'nius, 1990, p. 33.

¹⁰ Ibidem p. 71.

¹¹ Sur ce sujet, voir les travaux de S. Fitzpatrick, *Stalin and the Making of a New Elite, 1928-1939*, *Slavic Review*, Vol. 38, n° 3, 1979, pp. 377-402 et *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979 d'où est tirée la citation, p. 14.

cette nouvelle élite loyale en périphérie. En effet, à partir du moment où le régime a besoin d'intégrer ses différentes régions, le recours aux migrations des Russes et autres populations des zones centrales vers les territoires périphériques ne peut être une solution viable à moyen ou plus long terme. Il était donc nécessaire d'inclure les populations locales, même au prix de modifier les critères d'intégration et d'adopter des solutions différentes de "gestion" de ces populations. En Asie centrale et au Caucase, l'une de ces solutions fut la pratique d'une forme de colonialisme interne consistant à soumettre les populations majoritairement rurales de ces républiques aux élites urbaines composées à la fois de Russes (puissance étrangère) et de ressortissants locaux urbanisés¹². De ce fait, les nationalités étaient invitées à participer à la gestion globale du système. Dans ce qui suit, j'étudie plus en détail le partage de cette gestion entre les nationalités. Ce partage n'est pas indépendant de la structure fédérale elle-même qui crée des "zones protégées"¹³ pour certaines nationalités (les républiques), mais aussi des spécialisations nationales qui s'établissent en fonction de la place des nationalités dans le maillage administratif national soviétique consacré par la Constitution "staliniste" de 1936.

¹² L'argument du colonialisme interne a été développé pour le cas géorgien par R.G. Suny, *The Making of the Georgian Nation*, London, I. B. Tauris and Co. Ltd, 1989, et pour le cas ouzbek par D. S. Carlisle, *The Uzbek Power Elite: Politburo and Secretariat (1938-83)*, *Central Asian Survey*, Vol. 5, n° 314, 1986, pp. 91-132.

¹³ Selon l'expression de Suny, *op. cit.*, p. 290.

2. Sources et données

Je présente dans cet article les résultats de mon travail dans les recensements soviétiques réunies aux Archives russes de l'économie nationale¹⁴ (RGAE) à Moscou (recensements de 1939, 1959 et 1979)¹⁵, complétés par les résultats publiés du recensement de 1926¹⁶. Il a été possible d'extraire de ces quatre sources, à partir des nomenclatures d'occupation, un ensemble cohérent de séries statistiques qui permettent de suivre l'évolution de la distribution des postes de direction des institutions politiques et économiques entre Russes et non-Russes dans les républiques sur une période d'une cinquantaine d'années et, par conséquent, de pouvoir porter un meilleur jugement d'ensemble sur les résultats et les conséquences de la politique des nationalités en URSS.

On trouve en effet dans les recensements soviétiques, tant dans celui de 1926 comme dans ceux qui le suivent (non publiés mais maintenant disponibles), un ensemble d'occupations désignées sous le nom générique de "personnel de direction" (*rukovodjachtchij personal*) ou "dirigeants" (*rukovoditeli*). C'est par l'exploitation de ces catégories d'occupations de direction que j'ai construit un ensemble, suffisamment cohérent dans l'espace (par république et ses principales nationalités) et dans le temps (1926, 1939, 1959 et 1979), de postes de direction des institutions politiques et économiques.

¹⁴ Anciennement les Archives centrales d'état de l'économie nationales de l'URSS (*Tsentral'nyi Gosudarstvennyj arkhiv narodnogo khozajstva SSSR*).

¹⁵ Ces recensements non publiés se trouvent tous au *fond* 1562, *opis'* 336, *tom* 1 (recensements de 1939), *tom* 2 (recensement de 1959) et *tom* 4 (recensement de 1979) du RGAE. Pour 1939, on a exploité le tableau intitulé *Raspredelenie naselenija po obchtchestvennym gruppam i otrasljam narodnogo khozajstva (vydelennym natsional'nostjam)* ; pour 1959, le tableau 13 intitulé *Raspredelenie naselenija, imejuchtchego zanjatija, po obchtchestvennym gruppam, otrasljam narodnogo khozajstva i natsional'nostjam* ; et pour 1979 le tableau 33b *Raspredelenie naselenija otdel'nykh natsional'nostej po zanjatijam*.

¹⁶ *Tsentral'noe statističeskoe upravlenie SSSR, Vsesojuznaja nerepis' naselenija 1926 goda, otdel' 11 (zanjatija), 1929, izdanie TsSU Sojuza SSR. Moskva (Tablitsa IV : glavnye i podotchnye zanjatija samodejatel'nykh po polnoj klassy fiktsii zanjatij s vydeleniem glavnykh narodnostej)*, différents volumes.

Les institutions politiques dont il sera question sont constituées par celles de l'Etat (système des soviets, des soviets ruraux jusqu'à l'administration républicaine et centrale), et celles du parti communiste (incluant les autres organisations sociales comme les syndicats, komsomols, coopératives, etc.), depuis les organisations de base tels les cellules d'usines jusqu'aux comités territoriaux des républiques et des instances supérieures. Dans le cas des institutions d'Etat, les dirigeants ne doivent pas être assimilés aux députés qui exercent gratuitement leurs fonctions, mais au personnel rémunéré comme les présidents des comités exécutifs des soviets de village et de bourgs. Dans les structures du parti (et des organisations sociales), il s'agit également du personnel rémunéré, l'*apparat* (secrétaires, responsables), ce qui exclue les activistes et les simples membres.

C'est au recensement de 1959 que les catégories de direction politique sont les plus détaillées. Elles le sont en fonction de type d'institutions (Etat d'une part, parti et autres organisations sociales d'autre part) et du niveau structurel de celles-ci (du sommet vers la base), mais pas en fonction des positions hiérarchiques individuelles (Premier Secrétaire, Deuxième Secrétaire, etc.). Le tableau 1 présente les six catégories disponibles lors de ce recensement, numérotées de (1) à (6).

Tableau 1 : Catégorisation des postes de direction politique au recensement non publié de 1959

ETAT	PARTI COMMUNISTE ET AUTRES ORGANISATIONS SOCIALES
(1) Dirigeants des organes pan-soviétiques, républicains et régionaux et leurs subdivisions (incluant les villes de 500.000 habitants et plus)	(4) Dirigeants des organisations pan-soviétiques, républicaines et régionales et leurs subdivisions (incluant les villes de 500.000 habitants et plus)
(2) Dirigeants des organes des arrondissements et des villes (sauf les villes de 500.000 habitants et plus)	(5) Dirigeants des organisations des arrondissements et des villes (sauf les villes de 500.000 habitants et plus)
(3) Présidents et secrétaires des comités exécutifs des soviets de village et de bourgs	(6) Dirigeants des organisations de base

Les recensement de 1926, 1939 et 1979 offrent une moins grande ventilation des catégories que celui de 1959. Le recensement de 1979 en particulier ne distingue que les postes relevant de l'Etat (somme des catégories (1) à (3)) et ceux relevant du parti et des autres organisations sociales (somme des catégories (4) à (6)), sans aucune référence au niveau structurel. Les recensements de 1926 et 1939 distinguent par contre les organes et organisations du niveau hiérarchique le plus bas (les soviets ruraux (3) et les organisations sociales de base (6)), mais structures d'Etat et structures des organisations sociales sont confondus aux deux niveaux hiérarchiques supérieurs ((1) avec (4) et (2) avec (5)). Pour rendre possible la comparaison dans le temps, j'ai établi les trois catégories d'analyse suivantes pour les recensements de 1926, 1939 et 1959, laissant de côté la distinction entre Etat et organisations sociales: 1) les organes et

organisations des niveaux régional (*oblast'*), républicain et pan-soviétique, i.e. les catégories (1) et (4); 2) les organes et organisations des niveaux sous-régionaux (arrondissements - ou *rajon-* et villes), i.e. les catégories (2) et (5); 3) et les organes et organisations de base (soviets ruraux et de bourg, organisations de base), i.e. les catégories (3) et (6)

Le tableau 2 présente ces données aux trois recensements: les effectifs du personnel de direction, la distribution en pourcentage selon le niveau hiérarchique (j'ai conservé ici temporairement la distinction entre structures de base des organisations sociales et sel'soviets¹⁷) et la croissance totale entre chaque recensement. Comme les frontières soviétiques se sont modifiées substantiellement entre 1939 et 1959, je présente les données pour la Russie (excluant les républiques autonomes du Kazakhstan et de Kirghizie en 1926) et pour l'Union Soviétique dans son ensemble. Ce tableau permet de constater la très forte croissance du personnel de direction politique entre 1926 et 1939, dont les effectifs se sont multipliés par plus de cinq entre ces deux recensements, en conséquence des impérieux besoins en cadres entraînés par la collectivisation de l'agriculture et les premiers plans quinquennaux. La croissance a été particulièrement forte au niveau sous-régional des arrondissements et villes, dont le nombre de dirigeants s'est multiplié par 15, ce qui correspond peut-être à l'urgence exprimée par Kaganovitch au XVI^{ème} Congrès du Parti (1930) de renforcer les organisations du parti dans les arrondissements¹⁸. Entre 1939 et 1959 il y a au contraire une légère décroissance globale des effectifs. Cette période est longue et complexe et il serait vain d'essayer d'en expliquer l'évolution particulière. On peut seulement faire mention ici d'un rapport présenté au XIX^{ème} Congrès (1952) selon lequel le personnel rémunéré du parti n'aurait pas cru entre 1939 et 1952, malgré que le nombre de membres du parti ait doublé durant la même période¹⁹. Dans l'hypothèse où cette stagnation du personnel du parti corresponde à une stagnation équivalente des postes

¹⁷ A partir de 1959, les sel'soviets comprennent les soviets de bourgs (*poselki sovety*).

¹⁸ M. Fainsod, *How Russia is Ruled*, Cambridge, Harvard University Press, 1953, p. 169.

¹⁹ Ibidem, p. 177.

dans les autres organisations sociales et dans les structures d'Etat, la baisse du personnel politique entre 1939 et 1959 ne se serait donc produite qu'après la mort de Staline; mais il ne s'agit bien sûr que d'une spéculation.

Ceci dit, il faut mentionner deux difficultés visibles qui affectent la comparabilité de ces nombres entre les recensements. La première difficulté est qu'en 1926 et 1939, les postes de toutes les villes, indépendamment de leur taille, sont inclus dans la catégorie des arrondissements et villes, alors qu'en 1959 les villes de 500.000 habitants et plus ont été soustraites de cette catégorie pour être incluses à la catégorie des institutions régionales et supérieures. L'autre difficulté concerne les organes et organisations de base. Le nombre de sel'soviets sur l'ensemble du territoire soviétique était de 62.849 au premier mars 1939²⁰, ce qui est légèrement inférieur au nombre de postes de présidents pour cette même année, 70.773. En 1959, le personnel de direction des sel'soviets et des soviets de bourgs comprend les présidents et les secrétaires alors au nombre de 104.493, alors qu'il n'existe que 51.634 sel'soviets et soviets de bourgs cette même année²¹, ce qui donne peu plus de deux dirigeants pour chaque entité. Qui sont ces secrétaires en 1959 ? L'une des réponses possibles est que ces secrétaires pourraient bien être un personnel des organisations de base du parti "transféré" aux structures d'Etat entre 1939 et 1959, dans une tentative de fusionner, au niveau du personnel, le parti communiste avec l'administration soviétique²². Entre 1939 et 1959 en effet, la réduction du personnel des organisations sociales de base a décrié de façon importante (de plus de 40.000 ou -42%²³) alors que le personnel de direction des sel'soviets a cru d'environ 34.000. Ce n'est peut-être qu'une coïncidence, mais devant le doute, j'ai choisi d'agréger ces deux catégories en une seule.

²⁰ Le nombre de sel'soviets et de soviets de bourgs pour 1939 est tiré de: SSSR administrativno-territorial'noe delenie sojuznykh respublik, Moskva, 1939, p. 5.

²¹ Le nombre de sel'soviets et de soviets de bourgs pour 1959 est tiré de : Goskomstat SSSR, Demografitcheskij ezhegodnik SSSR, 1990, Moskva, 1990, tableau 1.1, p. 5.

²² M. Fainsod, How Russia is Ruled, op. cit., p. 227.

²³ La baisse a été de moins de -15% dans les postes des villes et arrondissements, malgré que les villes de 500.000 habitants et plus aient été soustraites de cette catégorie.

Finalement, mentionnons que le personnel de direction des institutions politiques était au nombre de 547.788 en 1979, ce qui constitue une croissance de 40% par rapport à 1959. C'est une croissance importante par rapport à la période précédente, mais elle reste largement inférieure à la croissance entre 1926 et 1939.

Les institutions économiques que j'examine sont formées essentiellement des entreprises (de type rural, industrielles, de construction, de transport et communication, etc.) et des magasins. Les directeurs des entreprises représentent, théoriquement, le sommet de la pyramide de direction économique, tandis que les directeurs et gérants des magasins constituent en quelque sorte les organisations économiques de base par analogie à la classification que nous avons utilisé pour les institutions politiques. Pour raisons de comparabilité entre les recensements, les directeurs et gérants des magasins incluent aussi les directeurs des entreprises commerciales (sauf en 1939 où il n'a pas été possible d'assimiler les directeurs des entreprises commerciales aux directeurs et gérants des magasins). Le tableau 3 donne les effectifs des ces deux catégories aux quatre recensements.

Tableau 2 : Personnel de direction des institutions politiques (Etat, parti et autres organisations sociales) en 1926, 1939 et 1959

	EFFECTIFS			DISTRIBUTION EN %			CROISSANCE TOTALE	
	1926	1939	1959	1926	1939	1959	1926- 1939	1939- 1959
Russie								
Total (1) à (6)	55.701	284.201	234.346	100,0	100,0	100,0	228.500	-49.855
Rég. et sup. (1)(4)	9.393	49.465	46.754	16,9	17,4	20,0	40.072	-2.711
Sous-rég. (2)(5)	7.712	118.143	91.209	13,8	41,6	38,9	110.431	-26.934
Base org. soc.(6)	24.405	68.667	39.122	43,8	24,2	16,7	44.262	-29.545
Sel'soviets.(3)	14.191	47.926	57.261	25,5	16,9	24,4	33.735	9.335
URSS								
Total (1) à (6)	81.862	424.296	392.134	100,0	100,0	100,0	342.434	-32.162
Rég. et sup.(1)(4)	12.923	72.638	77.063	15,8	17,1	19,7	59.715	4.425
Sous-rég.(2)(5)	12.354	181.612	152.621	15,1	42,8	38,9	169.258	-28.991
Base org. soc.(6)	34.434	99.273	57.957	42,1	23,4	14,8	64.839	-41.316
Sel'soviets.(3)	22.151	70.773	104.493	27,1	16,7	26,6	48.622	33.720

Sources: Recensement publié de 1926, otdel 11 (zanjatija), tablitsa IV.

Recensements non publiés de 1939 et 1959, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 1 et 3.

Tableau 3 : Personnel de direction des entreprises et des magasins, ensemble de l'Union Soviétique

	1926	1939	1959	1979
Entreprises	51.677	199.361	213.504	388.715
Magasins	66.116	156.945	233.627	299.379

Sources: Recensement publié de 1926, otdel 11 (zanjatija), tablitsa IV.

Recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 1, 2 et 4.

3. Russes et non Russes

La position d'ensemble des Russes et des non-Russes dans les postes de direction politique et économique apparait au tableau 4 (voir annexe). J'ai distingué la république de Russie du reste de l'URSS pour offrir un premier élément de comparaison des différentes situations nationales à l'échelle soviétique. Je présente les effectifs totaux, la distribution en pourcentage de ces effectifs entre Russes et non-Russes pour chaque zone géographique et les taux de participation. Pour l'URSS moins la Russie, j'ai en outre distingué les non-Russes titulaires (qui vivent dans leur territoire traditionnel) des minorités (non-Russes qui vivent hors de leur territoire traditionnel et groupes sans territoires). Les taux de participation sont calculés en rapportant les effectifs des postes de direction de chaque type d'institutions à la population active totale, et le résultat est multiplié par 10.000.

En RSFSR, les Russes constituent plus de 80% de la population active totale et occupent également plus de 80% de l'ensemble des postes de commande. Les non-Russes, en dépit de leur faible poids démographique dans la république russe, ont des taux de participation semblables à ceux des Russes dans la direction des institutions politiques de base et sous-régionales, et des taux plus élevés dans les entreprises et les institutions politiques régionales et supérieures. Dans cette dernière catégorie, le taux de participation des non-Russes est de 10 pour 10.000, contre 7,9 pour 10.000 pour les Russes. Cette caractéristique des non-Russes est attribuable, paradoxalement, à leur statut. En Russie, la majorité des non-Russes est composée de groupes sans territoires (minorités extra-territoriales) comme les Juifs ou les Allemands fortement mobilisés, ou de groupes nationaux venus des autres républiques, surtout d'Ukraine et de Biélorussie, sélectionnés sur la base de leur formation ou leurs compétences.

Les minorités extra-territoriales et celles vivant en-dehors de leur

république se distinguent en effet des groupes titulaires des républiques (les groupes qui vivent dans leur territoire national) et leur position, dans bien des cas, ressemble davantage à celle des Russes qu'à celles des autres non-Russes. De telle sorte que dès le recensement de 1926 (qu'il ne fut pas possible d'utiliser pour la RSFSR dans son ensemble), Russes et minorités ont une participation supérieure à celle des populations titulaires à tous les postes de direction. Ces deux groupes, qui ne forment qu'un peu plus de 23% de la population active des républiques en 1926, constituent entre 37% et 65% des groupes de dirigeants. Ils sont très largement surreprésentés parmi les dirigeants d'entreprises, des magasins et des institutions politiques régionales et supérieures (occupant respectivement 63, 67 et 66% de l'ensemble des postes). Les populations titulaires n'occupent la majorité des postes (64,6%) en 1926 que dans le groupe des organes et organisations de base, malgré leur faible participation (5 pour 10.000, contre 10.4 pour 10.000 pour les Russes et 8,5 pour 10.000 pour les minorités).

La situation d'ensemble change rapidement en raison d'une très forte progression des taux de participation (ou, comme dirait S. Fitzpatrick, de recrutement) entre 1926 et 1939 tant pour les Russes, les populations titulaires que pour les minorités²⁴. Dans le domaine politique par exemple, le taux de participation passe de 21 à 59 pour 10.000 pour les Russes, de 6 à 43 pour 10.000 pour les titulaires et de 13 à 69 pour 10.000 pour les minorités. Le recrutement a progressé plus rapidement pour les titulaires que pour les deux autres groupes: ainsi, malgré que la fraction de la population active qu'ils représentent diminue de 7 points de pourcentage entre 1926 et 1939, leur poids dans tous les groupes de direction augmente. On observe une évolution inverse pour les Russes et de façon moins marquée pour les les minorités: augmentation du poids dans la population active, mais diminution des pourcentages qu'ils représentent dans les groupes de dirigeants.

²⁴ Il y a d'importantes différences d'une minorité à l'autre. Voir par exemple B. Pinkus, *La participation des minorités nationales extra-territoriales à la vie politique et publique de l'Union soviétique 1917-1939*, *Cahiers du Monde Russe*, Vol. XXXVI, n° 3, 1995, pp. 297-318, qui a étudié plus spécifiquement les cas juif, allemand et polonais dans l'entre-deux-guerres.

Au total, et malgré un important recrutement et une progression réelle de leur représentation aux postes de direction des institutions entre 1926 et 1939, les titulaires restent sous-représentés à tous les postes de commande en 1939. Les Russes, globalement sureprésentés en 1926, ne le sont plus dans les institutions politiques de base et dans les magasins en 1939. L'évolution postérieure (entre 1939 et 1979) confirme la tendance de la période précédente. La présence des titulaires s'intensifie dans toutes les institutions de telle sorte que dès 1959 ils occupent 50% ou plus, soit la majorité, de *tous* les postes de direction, bien que leur sous-représentation persiste dans les institutions régionales et supérieures et dans les entreprises en 1959 ou 1979.

Russes et minorités conservent aussi une meilleure représentation aux postes les plus élevés. A la direction des entreprises, leur participation est respectivement de 43,2 et 40,1 pour 10.000 en 1979, alors que celle des titulaires n'atteint pas les 32 pour 10.000. Dans les institutions politiques régionales et supérieures, les taux sont de 14,3 et 8,5 pour 10.000 pour les Russes et les minorités en 1959, et de 4,9 pour 10.000 pour les titulaires. Cette division du pouvoir entre Russes et minorités d'une part et populations titulaires d'autres part dans les républiques est un trait qui résiste, comme on le verra ci-dessous, à l'échelle des régions.

La conquête du pouvoir institutionnel par les nationalités titulaires dans les républiques (sauf la Russie) a été une marche dont on peut tracer ici les principales étapes. En 1926 (pour être exact, fin 1926, le recensement ayant eu lieu en décembre), vers la fin de la NEP, ce pouvoir n'est solidement acquis que dans les institutions de base, et plus spécialement dans les zones rurales (sel'soviets) où les populations titulaires constituent la majorité de la population. De 1926 à 1939, cette présence se consolide également dans les institutions politiques sous-régionales (des villes et arrondissements). À partir de 1959, elle s'étend au domaine économique où elle s'accroît jusqu'en 1979. Le contrôle des institutions politiques régionales et

supérieures est plus lent et au recensement de 1959 les populations titulaires ne représentent dans ces institutions que la moitié du personnel de direction (49,3%).

La mainmise progressive des populations titulaires sur les institutions de leur républiques s'est effectuée grâce à une augmentation continue de leur participation. Entre 1926 et 1939, la très forte croissance des institutions tant politiques qu'économiques a profité à tous les groupes nationaux, et c'est précisément cette forte croissance qui a permis aux autotités soviétiques de l'époque d'intégrer massivement les non-Russes dans les nouvelles institutions sans en chasser les Russes. Durant cette période-clé de l'histoire soviétique, les taux de participation au pouvoir augmentent, doublant ou triplant pour les Russes, mais plus que quadruplant ou quintuplant pour les populations titulaires. Les résultats de la politique de *korenizatsija* appliqués par les stalinistes sont évidents. Il s'agissait certes d'un effort important de soviétisation par la base, mais dont les conséquences furent, d'une certaine façon, paradoxales: non seulement cette soviétisation réalise effectivement l'intégration des populations locales dans le système soviétique (ou pour être exact dans les institutions communistes et soviétiques), mais elle le fait en dépit d'un afflux important des Russes et d'autres groupes dans les républiques. Il faut dire que cet afflux de Russes n'avait pas comme unique objectif de renforcer le contrôle du centre sur les institutions du pouvoir, mais aussi de fournir une main-d'oeuvre spécialisée, ouvriers, techniciens, ingénieurs, instructeurs, enseignants, experts, etc., dans les républiques où celle-ci était peu abondante en raison du faible niveau d'éducation et de formation des populations locales. On doit également ajouter que les postes octroyés aux populations locales n'étaient dans plusieurs cas que des postes en titre et non en fait²⁵, ou des postes politiques de second ordre (de prestige ou de relations publiques)²⁶. Malgré cela, ces

²⁵ Fierman écrit par exemple que "la plupart [des Ouzbeks] avait peu, sinon aucune, formation et les engager rendait l'accomplissement des objectifs extravagants du Premier Plan Quinquennal tout à fait impossible. (...) Certains administrateurs se soumièrent à la réglementation en engageant plus de natifs et en les mettant aux positions les moins importantes. D'autres Ouzbeks reçurent un poste en titre, mais non en fait.", dans *Language Development in Soviet Uzbekistan*, in: I. T. Kreindler, *Sociolinguistic Perspectives on Soviet National Languages*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1985, p. 208.

²⁶ Voir M. Rywkin, *Power and ethnicity: party staffing in the autonomous republics of the Caucasus in the middle 1980s*, *Central Asian Survey*, Vol. 12, n° 3, 1993, pp. 347-348.

chiffres illustrent la réussite des politiques de Staline de créer une nouvelle élite, non pas une nouvelle élite seulement russe, mais aussi des élites des nationalités disposées à gérer et à transmettre les directives du centre, même les plus excentriques, jusque dans les régions les plus reculées du pays²⁷. Du reste, on peut se demander si les grandes purges, et en particulier celles de 1936-1938, n'ont pas favorisées indirectement la montée des nationalités titulaires, ces purges ayant affectées de façon dramatique les principaux dirigeants régionaux²⁸, majoritairement russes ou des minorités en 1926 comme le laisse voir le tableau 4.

La période qui s'étend de 1939 à 1959/1979 ne correspond pas qu'à une stratégie de soviétisation unilatérale du centre comme pendant la période précédente, mais fait intervenir l'action des populations locales elle-mêmes, et certainement celle de leurs élites formées pendant les années de la construction du socialisme. Les nouveaux groupes d'élites nationales issues de années 1930 créent des fondements politiques et économiques objectifs à l'émergence de puissants groupes sociaux, rassemblés autour de critères ethniques et de plus en plus capables et disposés à concurrencer les Russes et les autres groupes nationaux pour le contrôle de leur république. L'évolution de la progression des taux de participation à partir de 1939 en est un bon indice: si les taux des titulaires poursuivent leur montée, passant par exemple de 18,5 à 31,8 pour 10.000 à la direction des entreprises entre 1939 et 1979, les taux des Russes et des minorités diminuent pendant cette période ou, au mieux, demeurent stables, comme à la direction des entreprises (autour de 40 pour 10.000).

Aussi, le contrôle des populations titulaires sur les institutions entre 1939 et 1979 a été gagné aux dépens des Russes, et de façon encore plus marquée aux dépens des minorités. Si, entre 1926 et 1939, les politiques de *korenizatsija* avaient bénéficié aux minorités, ne serait-ce que parce que le système des *sel'soviets* et des

²⁷ Cet argument a été défendu pour l'Ouzbékistan par D. S. Carlisle, *The Uzbek Power Elite...*, op. cit..

²⁸ J. A. Getty, *Origins of the Great Purges*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

arrondissements nationaux avait été maintenu jusqu'au milieu des années 1930²⁹, à partir de 1939 leur poids dans les postes de direction se détériore rapidement. En 1939, les minorités occupaient entre 20 et 40% du total des postes de direction, mais moins de 15% en 1959/1979. La présence des Russes à la direction des institutions n'a pu faire mieux que se maintenir (entre 15 et 35%) malgré une légère augmentation de leur pourcentage dans la population active (celui-ci passant de 15,2% en 1939 à 21,3% en 1979). La présence des populations locales s'est accrue de 40-70% en 1939 à 50-75% en 1959/1979. Il s'agit peut-être, comme le suggèrent Suny ou Charachidze³⁰, d'une conséquence de la politique des nationalités de Staline. Cette politique, formulée pour la première fois dans la Constitution de 1936, consacrerait une hiérarchie des peuples (i.e. leur inégalité) sur la base de leur place dans la structure nationale-étatique (républiques fédérées, autonomes, régions et districts autonomes, sans territoire) et du statut de leur langue (littéraires, écrites, sans écriture), et donnait la possibilité aux populations titulaires d'exercer leur propre version d'un *chauvinisme de grande puissance* dans leur république au détriment des groupes nationaux hiérarchiquement inférieurs. Il faut cependant se garder de vouloir tirer des conclusions trop hâtives à partir du seul tableau 4. Trois considérations additionnelles doivent être prises en ligne de compte dans l'interprétation de ces chiffres. En premier lieu, l'assimilation des minorités au groupe russe peut expliquer une partie de l'importante baisse de leur représentation dans les groupes de direction entre 1939 et 1979. En deuxième lieu, certains secteurs du pouvoir, comme on l'a vu, résistent à cette baisse (gestion des entreprises, direction des institutions régionales et supérieures). Enfin, les différences républicaines ou régionales peuvent être importantes. Dans les lignes qui suivent j'examine ce dernier aspect.

²⁹ Voir l'étude détaillée pour l'Ukraine de A. I. Kljatchin, *Etnitcheskie men'chinstva i natsional'no gosudarstvennoe stroitel'stvo na Ukraina v 1920-1930 gg*, in: I. I. Krupnik (Red), *Etnokontaknye zony v evropejskoj tchasti SSSR*, Moskva, Moskovskij Filial Geograficheskogo obchtchestva SSSR, 1989, pp. 96-120.

³⁰ Suny, *op cit.*, et G. Charachidzé, *L'Empire et Babel. Les minorités dans la perestroïka*, *Le genre humain*, Vol. 20, 1989, pp. 9-36.

4. Les différences régionales

Les pourcentages et niveaux de représentation aux groupes de direction des populations titulaires dans les régions d'URSS (sauf la Russie) sont donnés au tableau 5. Les groupes de direction et les années choisies sont les mêmes que précédemment. J'ai construit huit régions, incluant trois régions de la Russie (Caucase central, Volga et Sibérie), sur la base des similitudes qui existent entre les populations titulaires des républiques qui composent ces régions³¹.

L'indicateur de représentation est calculé à partir des taux, et non à partir des pourcentages. J'ai calculé deux séries de taux de participation aux groupes de directions des institutions politiques et économiques, une pour les populations titulaires et une pour l'ensemble des autres groupes nationaux (Russes et minorités). Si Taux(t) est le taux de participation pour une population titulaire dans un groupe de direction donné et Taux(a) le taux correspond pour les autres groupes nationaux, l'indice de représentation pour les populations titulaires se calcule simplement de la manière suivante: $2 * \text{Taux}(t) / (\text{Taux}(t) + \text{Taux}(a))$.

L'indicateur nous dit où se situe la participation des titulaires par rapport à la participation moyenne, indépendamment de la taille des populations. Une valeur de 1,00 indique une représentation identique à celle de la population "moyenne" de la même région. Un indice inférieur à l'unité indique une sous-représentation et un indice supérieur à un indique une surreprésentation. Ce calcul permet de comparer les indices dans le temps et dans l'espace. Il suppose que l'on a standardisé le taux régional moyen selon le critère de la nationalité en donnant à chacune d'elle le même poids dans la population active (une demi).

³¹ Dans ma thèse, La nationalisation des républiques de Russie et d'Union Soviétique. Nationalité, population et structures sociales dans 27 territoires nationaux. 1919-1989, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1996, j'avais pu mettre en évidence ces similitudes par l'analyse république par république,

Les régions se composent des républiques suivantes:

UKRAINE: Ukraine

BALTIQUE: Lituanie, Lettonie et Estonie

TRANSCAUCASIE : Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan

KAZAKHSTAN : Kazakhstan

ASIE CENTRALE : Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan

CAUCASE (central) : Tchétchéno-Ingouchie et Kabardo-Balkarie

VOLGA : Mordovie, Mari, Oudmourtie, Tchouvachie, Tatarstan et Bachkirie

SIBERIE : Bouriatie et Iakoutie

Examinons en premier lieu l'évolution des pourcentages que représentent les populations titulaires dans la population active et les catégories de direction.

L'une des conséquences immédiatement visibles de la soviétisation des républiques et autonomies de l'URSS entre 1926 et 1939, consécutivement aux fortes migrations russes vers ces régions, fut une descente du pourcentage qu'occupent les populations locales dans la population active. Toutes les régions ont été affectés par ces migrations. De plus, à celles-ci se sont ajoutés la collectivisation en Ukraine et la sédentarisation des nomades au Kazakhstan, provoquant à leur tour famines et exode vers d'autres régions ou pays. Les effets de la sédentarisation au Kazakhstan se sont répercutés de façon prononcée sur la population active, beaucoup plus qu'en Ukraine où la famine a frappé avec plus de force les enfants. En Sibérie, la mise en valeur du territoire et la colonisation des Russes et d'autre groupes nationaux a eu comme résultat dramatique de réduire la proportion des Sibériens dans la population active de moitié (de 62,4% en 1926 à 36,3% en 1939).

En ce qui concerne la période 1939-1979, il y a lieu de distinguer les régions occidentales et septentrionales des régions orientales, en raison des différences importantes de fécondité. Dans les régions occidentales et du nord (Ukraine, Baltique, Volga et Sibérie), les pourcentages des titulaires dans la population active ont continué à

diminuer. En Sibérie, la chute a été importante: de 36,3% en 1939, les populations locales ne représentent plus que le quart de la main-d'oeuvre dans leur république en 1979. Dans les trois républiques baltes, pour lesquelles on ne possède des données que pour les deux recensements de 1959 et 1979, la proportion de la population active représentée par les populations titulaires a baissé de 72,5% à 64,8%, ce qui constitue aussi une descente appréciable. En Volga et en Ukraine, la réduction a été plus faible, au point où on peut parler de quasi-stabilité.

Dans les régions orientales (Asie centrale, Kazakhstan, Caucase central et Transcaucasie), il y a eu au contraire une progression des populations locales dans la population active, progression qui est survenue essentiellement entre 1959 et 1979. Entre 1939 et 1959, les Kazakhs ont subi les effets de la colonisation des terres vierges du nord de leur république, leur poids dans la population active chutant entre ces deux recensements de 40% à 25%, tandis que les titulaires du Caucase central ne se sont pas encore totalement récupérés, au recensement de 1959, des déportations des Tchétchènes, des Inguches et des Balkares survenues à la suite de l'occupation allemande. Mais à partir de 1959, la forte fécondité de ces populations, jumelé au fait que les migrations russes ont perdu leur intensité d'autant, font que leur présence dans la main-d'oeuvre s'est relevée³².

La Transcaucasie fait ici figure d'exception. Il y a une progression constante du poids des nationalités titulaires dans la population active entre 1939 et 1979. Les Transcaucasiens, aussi pour d'autres raisons comme on pourra le constater ci-dessous, forment un groupe à part. En 1979, c'est également le groupe qui constitue le plus fort pourcentage de la main-d'oeuvre dans la région (76%), suivi par les Ukrainiens (72%) et les Baltes (65%).

³² La contribution de la fécondité et des migrations à la croissance différentielle des groupes nationaux dans les républiques est examinée en détail dans R. Houle, *op cit.*, chapitre 4.

Les groupes minorisés dans la population active sur leur territoire sont les Sibériens (25%), les Kazakhs (29%) et les peuples de la Volga (45%). Les Asiatiques du Caucase central et d'Asie centrale représentent moins de 60% de la main d'oeuvre de leur région.

Il y a donc des différences objectives insurmontables entre les régions. Le poids des nombres est important et détermine dans une large mesure les positions des populations locales dans la direction des institutions politiques et économiques des républiques. Mais en raison de la forte progression de la participation des groupes titulaires au pouvoir, comme le montrait le tableau 4, l'évolution de leur présence dans aux postes de direction n'a pas bêtement suivie l'évolution démographique avec ses hauts et ses bas.

En effet, les pourcentages des populations locales aux postes de direction des institutions ont eu tendance à s'accroître dans toutes les régions sur l'ensemble de la période couverte par les quatre recensements. Le cas sibérien illustre cette double évolution divergente: entre 1926 et 1979, bien que le poids dans la population active des groupes titulaires ait baissé de plus de moitié, leur présence à la direction des institutions du pouvoir s'est accrue de façon significative. Il en est de même au Kazakhstan ou en Volga.

Tableau 5 : Proportion et représentation des nationalités titulaires dans la direction des institutions politiques et économiques, par grandes régions, 1926 à 1979

		PROPORTION (%)				REPRESENTATION			
		1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979
UKRAINE	POPULATION ACTIVE	82.8	76.9	77.9	72.2				
	POLITIQUE - TOTAL	63.0	68.3	73.4	73.4	0.52	0.78	0.88	1.03
	POLITIQUE BASE	68.3	76.4	81.7		0.62	0.98	1.12	
	POLITIQUE SOUS.-REG.	47.8	67.8	71.1		0.32	0.78	0.82	
	POLITIQUE REG. ET SUP.	29.2	42.1	55.0		0.16	0.36	0.52	
	ENTREPRISES	41.5	60.1	59.9	67.1	0.26	0.62	0.60	0.88
	MAGASINS	34.4	40.5	65.3	68.4	0.20	0.34	0.70	0.91
BALTIQUE	POPULATION ACTIVE			72.5	64.8				
	POLITIQUE - TOTAL			74.2	72.3			1.04	1.17
	POLITIQUE BASE			79.4				1.19	
	POLITIQUE SOUS.-REG.			75.9				1.09	
	POLITIQUE REG. ET SUP.			59.7				0.72	
	ENTREPRISES			65.3	66.6			0.83	1.04
	MAGASINS			73.9	71.8			1.04	1.16
TRANS-CAUCASIE	POPULATION ACTIVE	65.6	60.7	68.5	76.0				
	POLITIQUE - TOTAL	65.0	67.6	78.7	81.9	0.99	1.15	1.26	1.17
	POLITIQUE BASE	64.7	67.4	79.8		0.98	1.15	1.29	
	POLITIQUE SOUS.-REG.	72.4	71.4	81.1		1.16	1.23	1.33	
	POLITIQUE REG. ET SUP.	61.0	57.8	72.6		0.90	0.94	1.10	
	ENTREPRISES	34.6	59.3	73.5	80.5	0.43	0.97	1.12	1.13
	MAGASINS	50.2	57.7	73.0	83.5	0.69	0.94	1.11	1.23
KAZAKH-STAN	POPULATION ACTIVE	58.1	39.4	24.5	28.7				
	POLITIQUE - TOTAL	26.3	42.9	42.4	44.9	0.41	1.07	1.39	1.34
	POLITIQUE BASE	30.1	46.7	47.8		0.47	1.15	1.48	
	POLITIQUE SOUS.-REG.	24.3	47.7	43.2		0.38	1.17	1.40	
	POLITIQUE REG. ET SUP.	20.1	25.8	28.4		0.31	0.70	1.10	
	ENTREPRISES	6.0	19.9	17.1	27.5	0.09	0.55	0.78	0.97
	MAGASINS	11.8	19.0	30.2	35.8	0.18	0.53	1.14	1.16
ASIE CENTRALE	POPULATION ACTIVE	68.2	61.0	54.7	58.4				
	POLITIQUE - TOTAL	42.2	46.2	50.4	58.2	0.51	0.71	0.91	1.00
	POLITIQUE BASE	59.4	61.6	65.5		0.81	1.01	1.22	
	POLITIQUE SOUS.-REG.	33.8	48.3	51.4		0.39	0.75	0.93	
	POLITIQUE REG. ET SUP.	18.8	20.0	32.3		0.20	0.28	0.57	
	ENTREPRISES	12.3	24.5	28.3	42.7	0.12	0.34	0.49	0.69
	MAGASINS	20.0	54.3	57.0	67.5	0.21	0.86	1.05	1.19

TABLEAU 5 (SUITE)

		POURCENTAGE				REPRESENTATION			
		1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979
CAUCASE	POPULATION ACTIVE		59.6	39.9	55.9				
CENTRAL	POLITIQUE - TOTAL		55.2	40.0	54.2	0.91	1.00	0.97	
	POLITIQUE BASE		67.7	53.4		1.18	1.27		
	POLITIQUE SOUS.-REG.		56.8	37.8		0.94	0.96		
	POLITIQUE REG. ET SUP.		28.4	24.5		0.42	0.66		
	ENTREPRISES		33.7	23.6	50.3	0.51	0.64	0.89	
	MAGASINS		50.6	44.4	62.8	0.82	1.09	1.14	
VOLGA	POPULATION ACTIVE	51.4	47.9	46.4	45.2				
	POLITIQUE - TOTAL	35.7	46.6	45.4	47.7	0.69	0.97	0.98	1.05
	POLITIQUE BASE	35.1	49.0	50.0		0.68	1.02	1.07	
	POLITIQUE SOUS.-REG.	39.8	46.8	44.1		0.77	0.98	0.95	
	POLITIQUE REG. ET SUP.	34.7	36.8	32.8		0.67	0.78	0.72	
	ENTREPRISES	10.5	30.7	25.2	34.1	0.20	0.65	0.56	0.77
	MAGASINS	21.4	36.4	42.5	43.9	0.41	0.77	0.92	0.97
SIBERIE	POPULATION ACTIVE	62.4	36.3	27.9	24.9				
	POLITIQUE - TOTAL	35.8	47.6	50.2	48.1	0.50	1.23	1.45	1.47
	POLITIQUE BASE	36.8	50.9	57.4		0.52	1.29	1.55	
	POLITIQUE SOUS.-REG.	46.9	53.4	49.1		0.69	1.34	1.43	
	POLITIQUE REG. ET SUP.	26.8	28.6	34.9		0.36	0.83	1.16	
	ENTREPRISES	0.8	14.0	16.7	21.5	0.01	0.45	0.68	0.90
	MAGASINS	13.8	17.6	28.0	24.3	0.18	0.54	1.00	0.98

Sources: Recensement publié de 1926, otdel 11 (zanjatija), tablitsa IV.

Recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 1, 2 et 4.

Pour le calcul et la signification des indices de représentation, voir le texte.

Seule la période 1939-1959 a été moins favorable aux Kazakhs, aux Caucasiens et aux peuples de la Volga. Dans les deux premiers cas, il s'agit évidemment des conséquences de la colonisation des terres vierges et des déportations après l'occupation allemande qui ont permis la venue d'une importante population russe ou allogènes dans ces régions. Dans le cas volgien, les raisons qui expliquent cette détérioration de la présence des titulaires dans la direction des institutions politiques et économiques ne sont pas claires. On peut cependant penser qu'elles sont liées au fait que les républiques qui composent cette région sont enclavées dans la république russe et, par conséquent, que leur marge de développement autonome est plus mince. Plusieurs facteurs entravent

cette autonomie: émigrations autochtones vers d'autres régions du pays, changements d'identité ethnique massifs vers le russe, sentiment d'attachement important des Russes envers ces républiques situées en Russie d'Europe (ouest de l'Oural), etc.

L'une des conséquences évidente de cette évolution divergente, déjà perceptible dans les institutions politiques de base en 1939, a été d'aligner le poids des populations titulaires dans la direction des institutions sur leur poids dans la population active. Les indices de représentation du tableau 5, illustrés au graphique 1 pour six régions, prétendent illustrer cette situation. Rappelons que l'indice a été calculé sur la base des taux, et qu'il donne la mesure de la participation des titulaires en comparaison avec la participation de la population "moyenne", indépendamment des effectifs.

Il y avait dans les années 1920 de fortes distorsions entre le poids démographique des populations locales et leur participation aux nouvelles institutions. Au recensement de 1926, les indices de représentation sont toujours inférieurs à l'unité, sauf pour les Transcaucasiens dans les institutions politiques (ce qui met en relief cette exception transcaucasienne que j'ai mentionné ci-dessus). Comme pour la participation, l'évolution de la représentation est cependant rapide. En 1939, les titulaires sont déjà bien représentés dans les organes de base, et dans plusieurs cas, dans les institutions sous-régionales aussi (sauf en Ukraine et en Asie centrale). Vingt ans plus tard, la représentation s'est accentuée dans tous les postes, et s'est particulièrement bien développé dans la gérance des magasins. La représentation aux postes supérieurs (entreprises et organisations régionales et supérieures) reste en arrière en 1959 ou en 1979, et la parité des populations titulaires avec les autres groupes nationaux n'est atteinte que dans le cas des Transcaucasiens, des Kazakhs et des Sibériens. Dans ces deux derniers cas, cette parité tend à compenser la faible importance démographique des populations titulaires sur leur territoire. Ce n'est pas le cas en Transcaucasie où, au contraire (l'exception transcaucasienne...), la parité et le poids démographique semblent vouloir se renforcer l'un l'autre.

Dans les autres républiques, quatre groupes titulaires restent nettement en-deçà de cette parité (Ukraine, Asie centrale, Caucase central et Volga), tandis que les Baltes sont bien représentés dans la direction des entreprises mais sous-représentés dans la direction politique régionale et supérieure.

Il y a donc eu une augmentation continue, mais inégale d'une période à l'autre, de la représentation des populations titulaires entre 1926 et 1979. Les Transcauciens, les nationalités de la Volga et les Ukrainiens étaient les mieux représentés en 1926, ce qui est le reflet de leur niveau de mobilisation et de la force des mouvements nationaux dans ces régions avant la révolution et pendant les premières années du bolchévisme. En 1979, Les Transcauciens continuent à appartenir aux groupes les mieux représentés, avec les Baltes, les Kazakhs et les Sibériens, tandis que les peuples de Volga et les Ukrainiens ont perdu cet avantage relatif qu'ils possédaient en 1926 dans les institutions et leur situation se compare mieux, dans l'après-guerre, à celle des nationalités les moins équitablement représentées (d'Asie centrale et du Caucase central). La particularité de la Volga est que non seulement ses populations titulaires sont parmi celles dont la représentation est la plus basse, mais aussi celles dont le poids démographique est parmi les plus faibles dans leur région. Aussi, contrairement aux Kazakhs et aux Sibériens, l'évolution de la représentation chez ces nationalités n'a pas eu tendance à produire un effet de compensation de ce faible poids démographique. Les peuples de la Volga, en tant que populations titulaires, ont ainsi nettement moins profités de la promotion des non-Russes en URSS que les autres groupes titulaires étudiés ici.

La progression de la représentation titulaire dans le temps s'est déroulée de façon inégale dans les divers postes de direction des institutions. La séquence historique semble avoir été la suivante: institutions politiques de base en premier lieu, puis les institutions politiques sous-régionales, les magasins, les entreprises et enfin les

institutions politiques régionales et supérieures; c'est-à-dire des institutions hiérarchiquement les plus basses (et les plus rurales) vers celles les plus élevées (et les plus urbaines). Cette séquence donne les limites d'application locale de la politique des nationalités, c'est-à-dire les contraintes auxquelles sont soumis les groupes titulaires dans la sélection du personnel de direction.

Examinons plus en détail la situation en 1959 ou en 1979 dans trois groupes de direction: politique total, entreprises et institutions régionales et supérieures. Je présente au tableau 6 les taux de participation pour les trois groupes nationaux (titulaires, Russes et minorités). On peut observer que les positions des titulaires se comparent à celles des Russes dans les institutions politiques totales en 1979, alors que dans la direction des entreprises et des institutions politiques régionales et supérieures la surreprésentation des Russes ne fait pas de doute. Quant aux minorités, elles sont systématiquement sous-représentées dans l'ensemble des institutions politiques, mais équitablement représentées dans la direction des entreprises et des institutions régionales et supérieures. C'est que les minorités appartiennent à au moins deux univers différents: les minorités "historiques" qui forment de véritables enclaves ethniques dans les républiques, comme les Tadjiks en Ouzbékistan, les Juifs en Ukraine ou les Arméniens en Géorgie, et les minorités issues des migrations internes de longue distance comme une partie des Ukrainiens, des Arméniens, etc. Ces dernières minorités remplissent une fonction d'appoint. Elles participent à la redistribution de la population active des zones plus développées vers les régions en situation de déficit de cadres et de main-d'oeuvre spécialisée ou, pire, contribuent à l'exode des cerveaux de certaines zones (comme c'est sans doute le cas pour les républiques autonomes de la Volga). Elles assistent également au maintien du contrôle de Moscou sur ses régions. Mais étant moins intégrés dans les sociétés d'accueil et fortement urbanisées, leur participation au pouvoir local ou sous-régional reste généralement faible.

Les républiques autonomes de Russie (Volga, Caucase central et Sibérie), l'Asie

Tableau 6 : Taux de participation (pour 10.000 actifs) à la direction de trois catégories d'institutions, par grande région, 1959/1979.

		TITULAIRES	RUSSES	MINORITES
POLITIQUE - TOTAL (1979)	Ukraine	40,0	40,5	27,7
	Baltique	58,4	45,1	33,7
	Transcaucasie	50,9	34,9	36,1
	Kazakhstan	88,7	48,9	35,0
	Asie centrale	41,8	51,3	35,8
	Caucase central	43,9	50,0	34,3
	Volga	53,9	50,3	41,2
	Sibérie	134,7	48,0	50,1
ENTREPRISES (1979)	Ukraine	30,2	37,5	42,0
	Baltique	41,1	37,8	38,2
	Transcaucasie	41,3	38,2	28,6
	Kazakhstan	40,3	43,9	40,9
	Asie centrale	26,0	58,4	42,3
	Caucase central	32,1	38,6	46,3
	Volga	25,4	40,8	39,4
	Sibérie	48,0	56,8	67,2
POLITIQUE - REG. ET SUP. (1959)	Ukraine	3,8	11,7	8,8
	Baltique	7,6	15,8	10,1
	Transcaucasie	8,5	9,8	5,3
	Kazakhstan	10,6	10,2	6,2
	Asie centrale	6,1	22,8	10,3
	Caucase central	6,9	13,4	18,2
	Volga	3,8	7,2	5,2
	Sibérie	12,8	8,9	12,0

Sources: Recensements non publiés de 1959 et 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 2 et 4.

centrale et le Kazakhstan restent encore, en 1959/1979, largement dépendantes des cadres allogènes dans le domaine de la gestion des entreprises et où le contrôle "par en haut" de Moscou semble le mieux ancré. Les républiques de la Volga, du Caucase central et de la Sibérie font partie de la RSFSR et cet héritage pan-russe, surtout manifeste dans la proportion des Russes qui habitent ces régions, a conditionné la faible emprise de leurs populations locales sur les postes de commande des institutions politiques et économiques. En Asie centrale et au Kazakhstan, la mobilisation des populations locales est un phénomène récent, qui n'avait pas du tout ou très peu

d'antécédants avant la révolution. Cet héritage d'une colonisation récente a, comme dans les territoires autonomes de Russie, marqué les rapports nationaux dans ces républiques par l'envoi d'un important personnel allogène après les événements d'octobre 1917 et la délimitation de 1924. Dans ces deux cas, la différence avec la Transcaucasie est évidente. Les Géorgiens et les Arméniens présentaient au moment de la révolution des caractéristiques sociales beaucoup plus proches, sinon plus développées, de celles de leurs voisins du nord (les Russes), une conscience nationale plus articulée, une langue littéraire originale et une histoire millénaire. Ces antécédants historiques, alliés au poids démographique dans leur république, ont perduré sous le régime soviétique et se sont réaffirmés au moment où les événements le permettaient. Les cas baltes et ukrainien présentent des similitudes avec le cas transcaucasien, soit à cause de la démographie, soit par les antécédants historiques, ou soit pour ces deux raisons à la fois. Aussi, ce n'est pas un hasard si les républiques d'où ont émergé les premiers mouvements nationaux sérieux à la fin des années 1980 en URSS aient justement été les états baltes, la Géorgie, l'Arménie et l'Ukraine. Le cas des trois républiques baltes, bien documenté, montre que les revendications nationalistes pendant l'ère de Gorbatchev avaient reçu le support, ou avaient même été initiées, par d'importants dirigeants communistes républicains ³³.

³³ M. Lesage, La crise du fédéralisme soviétique, Paris, La Documentation française, 1990.

5. Conclusion

Les principaux résultats des tableaux sur la participation, la représentation et la distribution des nationalités dans le partage des postes de direction des institutions politiques et économiques sont les suivants:

Participation: Les taux de participation ont fortement augmenté entre 1926 et 1979. La progression la plus importante eut lieu pendant les années 1930. Entre 1926 et 1939, la participation des populations titulaires et des minorités s'est accrue plus rapidement que celle des Russes des républiques, de telle sorte que les différences entre les nationalités ont, dès la fin des années 1930, commencé à se réduire. La progression de la participation a également été importante entre 1959 et 1979, mais elle s'est produite surtout parmi les non-Russes et les Russes de la Russie. Les Russes des républiques ont vu, au contraire, leur participation à la direction des institutions régresser pendant cette période.

Représentation La représentation des groupes nationaux à la direction des institutions, très inégale en 1926, a évolué vers une situation d'égalisation évidente en 1979. Entre 1926 et 1939, la représentation des non-Russes augmente tandis que celle des Russes décroît. Entre 1939 et 1979, les populations titulaires ont accru leur représentation alors que celle des Russes et des minorités a baissé dans l'ensemble. Aussi, en 1979, la représentation des nationalités tend à s'aligner sur leur propre poids démographique (mesuré ici par la population active). Cette représentation reste toutefois inégale selon le type d'institutions. Les populations titulaires sont généralement très bien représentés dans la direction des institutions politiques de base et sous-régionales, tandis que les Russes et les minorités tendent à se concentrer dans la gestion des entreprises et la direction des institutions politiques régionales et supérieures.

Distribution La part du gâteau des postes de direction, ou leur distribution entre les

trois groupes de nationalités, présente de fortes différences régionales. Les Transcaucasiens sont, en premier lieu, les nationalités les plus favorisés et en 1979 ils occupent plus de 70% des postes de direction de toutes les institutions, économiques ou politiques. Les Baltes et les Ukrainiens, qui occupent plus de 50% de tous les postes, viennent au second rang. Dans les autres régions, les titulaires occupent généralement la majorité des postes de commande des institutions politiques de base et sous-régionales, mais moins de 50% des postes de direction des entreprises et des institutions politiques régionales et supérieures.

La politique des nationalités du régime soviétique s'est développée en trois étapes. Les années 1920 ont donné le ton: création des territoires nationaux, planification linguistique à grande échelle jumelée à d'importants programmes d'alphabétisation, *korenizatsija*, officielle des nouvelles institutions. Pendant les années 1930, les élites nationales n'ont pas été détruites par les purges mais reconstituées massivement par elles en élites, non simplement soviétisées, mais soviétisées dans un contexte social, hiérarchique et bureaucratique précis que représentait le modèle autoritaire staliniste. Ce sont ces mêmes élites et celles qui vont suivre qui vont appliquer, en périphérie, leur propre version de la *korenizatsija*, avec un contrôle de Moscou plus éloigné et administré par un nombre toujours plus grands d'intermédiaires nationaux dans les cellules de base, les campagnes, les petites et moyennes villes, les arrondissements, les régions, mais sous différentes macro contraintes de natures sociales (différences de niveau de "mobilisation" -urbanisation, éducation- entre les populations), économiques (nécessité de cadres industriels spécialisés), politiques (nécessité d'un contrôle politique du centre), démographiques (poids démographique différencié des nationalités sur un même territoire) et géographiques (situation ou non d'enclavement). C'est la diffusion de ce contrôle des institutions politiques et économiques chez les populations locales, et ses contraintes (appréhendées indirectement par la répartition de ce contrôle en fonction du type d'institutions, de la nationalité et des différences régionales), que j'ai voulu décrire dans le présent article.

La politique soviétique des nationalités a eu trois conséquences distinctes, mais pas nécessairement exclusives, sur les groupes nationaux titulaires dans les républiques. Elle a, en premier lieu, favorisé la *nationalisation* des républiques de l'ancienne URSS au sens où Suny et d'autres emploient ce terme³⁴. Les cas des républiques transcaucasiennes et de l'Ukraine représentent les meilleurs exemples de cette nationalisation. Les nationalités titulaires de ces républiques dominent sans conteste dans les institutions, qu'elles soient politiques ou économiques, et ce sont celles dont la dépendance vis-à-vis de Moscou est la plus lâche.

La politique nationale soviétique a également favorisé la décolonisation (et par conséquent l'intégration aussi) de régions autrefois en marge des réseaux mondiaux d'échanges et fragmentées en clans, tribus ou khanats. Des efforts grandioses (réformes linguistiques, éducation, amélioration du statut de la femme, etc.) ont été investis pour "moderniser" les nationalités sibériennes, d'Asie centrale et du Caucase du nord afin de les mettre sur un pied d'égalité avec les autres groupes du continent soviétique. Ces efforts n'ont pas toujours été couronné d'un total succès, entre autres dans le domaine économique, pour différentes raisons (culturelles, sociales et politiques). Mais le progrès est indéniable, surtout si on le mesure entre 1926 et 1979. D'une situation de totale dépendance paternaliste face au centre, ces nationalités ont pu acquérir un rôle nouveau dans la vie du pays qui est sans commune mesure avec leur situation sous l'Empire, lorsque ces groupes étaient considérés comme des *inorodtsy* (allogènes) selon le statut de 1822 élaboré par M. Speransky³⁵.

Enfin, la politique des nationalités a été une réussite par rapport à ses objectifs

³⁴ Balibar conçoit le processus de *nationalisation* comme le résultat de l'instruction universelle, de la mise en place d'un système étoilé de communication, de l'unification des coutumes comme conséquences des migrations, de la subordination des conflits politiques ou religieux à l'idéologie patriotique (ethnique, nationale), etc.. Voir E. Balibar et I. Wallerstein, *Race, Nation, Class*, London, Verso, 1991.

³⁵ Voir A. Kappeler, *La Russie. Empire multiethnique*, Paris, Institut d'Etudes Slaves, 1994, pp. 148-150. Au moment où Speransky établit les bases juridiques de ces *inorodtsy*, ceux-ci incluaient les peuples du nord, les nomades et les sédentaires "allogènes" (constitués autour du clan).

initiaux, l'intégration des nationalités dans le système soviétique (ou dans le monde russe après l'effondrement du système). Les peuples de la Volga, ainsi que d'autres groupes comme les Komis et les Karéliens, présentaient dans les années 1920 des caractéristiques socio-économiques qui pouvaient laisser penser que ces nationalités profiteraient abondamment des efforts de "modernisation" déployés par les autorités soviétiques. Mais le prix de leur "modernisation" fut une intégration toujours plus grande dans le cadre pan-russe pour des raisons liées à la géographie et à la démographie. D'une part, leur situation d'enclavement dans la partie occidentale de la république de Russie a facilité les contacts et, éventuellement, leur assimilation ethnique ou linguistique au puissant voisin. D'autre part, ces nationalités sont faiblement concentrées dans leur territoire national, de telle sorte que leur promotion en tant que non-Russes s'est effectuée sur la base de leur statut de minorités dans d'autres régions ou républiques.

Annexe : Tableau 4

**TABEAU 4 : EFFECTIFS, DISTRIBUTION ET PARTICIPATION DES GROUPES NATIONAUX
A LA DIRECTION DES INSTITUTIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES, RUSSIE ET RESTE DE L'URSS, 1926 A 1979**

REPUBLIQUE DE RUSSIE	RUSSSES			NON-RUSSSES			TOTAL (toutes nationalités)		
	1939	1959	1979	1939	1959	1979	1939	1959	1979
POP. ACTIVE (millions)	41,6	47,1	61,3	9,2	9,7	12,9	50,7	56,8	74,2
EFFECTIFS DES GROUPES DE DIRIGEANTS (milliers)									
POLITIQUE - TOTAL	226,4	191,5	306,7	57,8	42,8	63,7	284,2	234,3	370,5
POLITIQUE BASE	94,4	78,8		22,2	17,5		116,6	96,4	
POLITIQUE SOUS-REGIONAL	94,8	75,7		23,4	15,5		118,1	91,2	
POLITIQUE REG. ET SUPERIEURE	37,2	37,0		12,3	9,7		49,5	46,8	
ENTREPRISES	140,2	133,4	242,8	29,4	32,8	54,6	169,7	166,2	297,3
MAGASINS	103,2	146,8	183,6	24,2	32,8	37,4	127,4	179,6	221,0
DISTRIBUTION PAR NATIONALITE (%)									
POPULATION ACTIVE	81,9	82,8	82,6	18,1	17,2	17,4	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE - TOTAL	79,6	81,7	82,8	20,4	18,3	17,2	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE BASE	81,0	81,8		19,0	18,2		100,0	100,0	
POLITIQUE SOUS-REGIONAL	80,2	83,0		19,8	17,0		100,0	100,0	
POLITIQUE REG. ET SUPERIEURE	75,2	79,2		24,8	20,8		100,0	100,0	
ENTREPRISES	82,7	80,3	81,6	17,3	19,7	18,4	100,0	100,0	100,0
MAGASINS	81,0	81,8	83,1	19,0	18,2	16,9	100,0	100,0	100,0
TAUX DE PARTICIPATION (pour 10.000 actifs)									
POLITIQUE - TOTAL	54,5	40,7	50,0	63,1	43,9	49,4	56,0	41,3	49,9
POLITIQUE BASE	22,7	16,8		24,2	18,0		23,0	17,0	
POLITIQUE SOUS-REGIONAL	22,8	16,1		25,5	15,9		23,3	16,1	
POLITIQUE REG. ET SUPERIEURE	8,9	7,9		13,4	10,0		9,8	8,2	
ENTREPRISES	33,7	28,4	39,6	32,1	33,6	42,3	33,5	29,3	40,0
MAGASINS	24,8	31,2	29,9	26,5	33,6	29,0	25,1	31,6	29,8

TABLEAU 4 (SUITE)

	RUSSES				TITULAIRES				MINORITES				TOTAL (toutes nationalités)			
	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979
	URSS moins RUSSIE															
POP. ACTIVE (MILLIONS)	2,8	4,3	7,4	12,9	23,3	19,5	30,3	39,9	4,1	4,3	5,6	7,8	30,1	28,1	43,3	60,6
EFFECTIFS DES GROUPES DE DIRIGEANTS (MILLIERS)																
POLITIQUE - TOTAL	5,9	25,4	35,0	59,1	15,0	85,0	105,7	181,4	5,3	29,7	17,1	26,6	26,2	140,1	157,8	267,1
POLITIQUE BASE	2,9	7,6	10,1		11,6	37,2	50,1		3,5	8,7	5,8		18,0	53,5	66,1	
POLITIQUE SOUS-REGIONAL	1,5	10,8	14,3		2,1	39,1	40,6		1,0	13,6	6,5		4,6	63,5	61,4	
POLITIQUE REG. ET SUPERIEURE	1,5	7,1	10,6		1,2	8,7	14,9		0,8	7,4	4,7		3,5	23,2	30,3	
ENTREPRISES	7,0	18,0	33,6	55,8	7,6	36,0	59,2	126,7	6,0	17,8	20,1	31,3	20,6	71,8	112,9	213,8
MAGASINS	6,1	9,3	27,7	35,0	8,0	31,8	98,7	129,7	10,1	28,4	28,8	24,8	24,2	69,5	155,2	189,5
DISTRIBUTION PAR NATIONALITÉ (%)																
POPULATION ACTIVE	9,3	15,2	17,2	21,3	77,2	69,5	69,9	65,8	13,5	15,3	13,0	12,9	100,0	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE - TOTAL	22,6	18,1	22,2	22,1	57,2	60,7	67,0	67,9	20,2	21,2	10,9	10,0	100,0	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE BASE	16,1	14,2	15,3		64,6	69,6	75,9		19,3	16,2	8,9		100,0	100,0	100,0	
POLITIQUE SOUS-REGIONAL	32,2	16,9	23,2		46,1	61,6	66,1		21,7	21,5	10,6		100,0	100,0	100,0	
POLITIQUE REG. ET SUPERIEURE	43,3	30,7	35,0		34,2	37,4	49,3		22,6	31,9	15,7		100,0	100,0	100,0	
ENTREPRISES	33,8	25,0	29,8	26,1	37,0	50,2	52,4	59,3	29,2	24,8	17,8	14,7	100,0	100,0	100,0	100,0
MAGASINS	25,4	13,4	17,8	18,5	33,1	45,7	63,6	68,4	41,6	40,9	18,5	13,1	100,0	100,0	100,0	100,0
TAUX DE PARTICIPATION (pour 10.000 actifs)																
POLITIQUE - TOTAL	21,2	59,4	47,1	45,8	6,4	43,5	34,9	45,5	13,0	69,1	30,5	34,0	8,7	49,9	36,4	44,1
POLITIQUE BASE	10,4	17,7	13,6		5,0	19,1	16,6		8,5	20,2	10,4		6,0	19,0	15,3	
POLITIQUE SOUS-REGIONAL	5,4	25,1	19,2		0,9	20,0	13,4		2,5	31,7	11,7		1,5	22,6	14,2	
POLITIQUE REG. ET SUPERIEURE	5,5	16,6	14,3		0,5	4,4	4,9		2,0	17,2	8,5		1,2	8,2	7,0	
ENTREPRISES	25,0	41,9	45,3	43,2	3,3	18,5	19,6	31,8	14,8	41,5	35,8	40,1	6,9	25,6	26,1	35,3
MAGASINS	22,0	21,8	37,3	27,2	3,4	16,3	32,6	32,5	24,7	66,2	51,3	31,8	8,0	24,8	35,9	31,3

Sources: Recensement publié de 1926, otdel 11 (zanjatija), tablitsa IV.

Recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 1, 2 et 4.